

DOSSIER DE PRESSE



**« Face aux risques,
quel avenir pour le médicament ? »**

Conférence de citoyens – 22 novembre 2005



« Face aux risques, quel avenir pour le médicament ? »

Conférence de citoyens – 22 novembre 2005

SOMMAIRE

Communiqué de Presse

La première conférence de citoyens sur le thème de la santé en France

Une conférence de citoyens sur le médicament, pourquoi ?

- **Une cartographie des attentes et exigences des citoyens sur le médicament**
Nathalie Kosciusko-Morizet, Députée de l'Essonne, Présidente du groupe d'études « santé et environnement »
- **Faire avancer le système de santé**
Véronique Delvolvé, Coordinatrice du débat « Avenir de la santé », Directeur des Affaires Publiques du laboratoire GSK

La conférence de citoyens, en pratique

- **Une plate-forme de recommandations pour le médicament**
Frédéric Dabi, Directeur du département d'opinion publique à l'Ifop
- **Un débat citoyen entre experts, décideurs et « citoyens profanes »**
Damien Philippot, Chargé d'études du département d'opinion publique à l'Ifop

« Conférence de citoyens » du 22 novembre 2005

- **Paroles de citoyens**
Le panel de citoyens
- **Paroles d'experts**
Les experts ayant participé à la formation

Retrouvez ces informations sur le blog www.avenirdelasante.fr,
conférence de citoyens 2005

Service de presse

Capital Image
Stéphanie Chevrel
45, rue de Courcelles
75008 Paris
Tél : 01 45 63 19 00 - Fax : 01 45 63 19 20
infopresse@capitalimage.net
www.capitalimage.net

Laboratoire GlaxoSmithKline
Florence Paris & Fanny Allaire
100, route de Versailles
78163 Marly le Roi Cedex
Tél : 01 39 17 90 85 - Fax : 01 39 17 86 56
florence.f.paris@gsk.com,
fanny.m.allaire@gsk.com
www.gsk.com

Communiqué de presse

« Face aux risques, quel avenir pour le médicament ? » La première conférence de citoyens sur la santé en France

La conférence de citoyens : un débat inédit entre citoyens, experts et décideurs

Dans le contexte de la réforme de l'assurance maladie et de la crise de perception des risques liés au médicament, est organisée, pour la première fois en France dans le domaine de la santé, une conférence de citoyens sur le thème « **Face aux risques, quel avenir pour le médicament ?** »



L'objectif principal d'une telle conférence est de donner la parole à un panel de citoyens reflétant la diversité de la population française. 20 citoyens, néophytes en matière de santé, sélectionnés par l'Ifop, ont ainsi suivi plusieurs journées de formation sur le médicament autour de trois axes : les questions techniques et éthiques, le contrôle et l'évaluation, l'information et la communication.

Ils ont entendu et débattu avec des experts du médicament : élus, médecins, chercheurs, juristes, responsables associatifs, philosophes.

Une plate-forme de recommandations présentée le mardi 22 novembre 2005



Après un débat inédit entre « citoyens profanes », experts et décideurs indépendants, les 20 citoyens ont rédigé une plate-forme de recommandations opérationnelles et consensuelles sur l'évaluation du médicament qu'ils présenteront le mardi 22 novembre aux élus, industriels, responsables et autorités de santé.

Une discussion entre l'Ifop, le laboratoire GlaxoSmithKline et des élus est à l'origine de cette conférence.

En effet, c'est l'Ifop qui a lancé l'idée de l'organisation d'une conférence citoyenne, processus d'élaboration de l'opinion né dans les pays nordiques et déjà expérimenté en France, depuis 1998.

Le laboratoire GlaxoSmithKline en tant qu'industriel du médicament a souhaité participer à ce débat de société qu'est la santé.

Une vraie réflexion sur le médicament menée par le panel de citoyens



« Approché par l'IFOP, j'ai accepté de participer à cette conférence par intérêt et curiosité », déclare Jean-Claude, artisan dans la Loire.

« Ce qui m'a le plus marqué est la durée entre la conception et la mise sur le marché d'un nouveau médicament, et le rapport entre la durée et son coût » confie Awa, étudiante à Reims.

Tous ont été impressionnés : « Participer à une conférence de citoyens et figurer parmi les précurseurs, cela m'a intéressée. J'ai été frappée par la pluralité des interventions et par la qualité des intervenants qui nous ont expliqué, à nous néophytes, avec des mots simples et en toute transparence la gestion du risque des médicaments ».

« Je me suis rendue compte que le médicament, ce n'était pas seulement des enjeux financiers comme on le lit dans les médias, mais que la priorité était de sauver des vies. J'ai compris que le médicament était un produit actif et qu'on doit être conscient que le risque zéro n'existe pas, qu'il est préférable de respecter la prescription de son médecin, mais aussi que le médicament est vital et permet de prolonger l'espérance de vie ».

Rencontrer et expliquer le médicament à des néophytes, une « première » pour les experts du médicament.

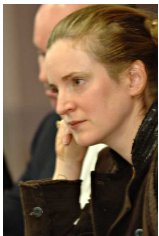


« J'ai accepté de participer à cette conférence de citoyens car j'ai toujours considéré que les relations avec les patients, les associations de malades, les citoyens, étaient un gage de meilleure décision dans l'ensemble du processus de gestion des médicaments, en particulier dans la gestion des risques, » confie le Professeur Lucien Abenhaïm, ancien Directeur Général de la Santé. « J'ai été très impressionné par la qualité du débat stimulant et significatif sur les questions abordées par les citoyens. »

« C'est une première », avoue Jacques-Antoine Robert, cet avocat spécialisé en droit de la santé. « Ce qui m'a plu, c'est l'exercice très atypique de confronter l'organisation juridique des systèmes de santé français à la perception que les citoyens peuvent en avoir ».

Christine Rolland, directrice de l'association « Asthme et Allergies » ajoute : « J'ai trouvé la démarche originale. Cela m'a donné l'occasion de présenter les objectifs et les actions menées par une association et d'échanger avec des citoyens non impliqués dans la maladie ».

Pour les élus et les industriels, participer au débat de société sur les médicaments



La conférence de citoyens « est très précieuse pour nous à l'Assemblée ou pour ceux qui au Gouvernement ont à discuter de ces questions ; elle nous permettra d'y voir plus clair sur ce qui est bon pour la France et ce qu'attendent les Français en matière d'évaluation du médicament », poursuit Nathalie Kosciusko-Morizet, Députée de l'Essonne, présidente du groupe d'études « santé et environnement ».

« Il existe un grand décalage entre le consensus global qui règne entre les experts et les spécialistes de l'évaluation du médicament et le ressenti des citoyens qui ne comprennent pas comment les politiques et les autorités sanitaires gèrent le médicament », poursuit Véronique Delvolvé, coordinatrice du débat Avenir de la santé. « L'idée de la conférence de citoyens est de confronter des citoyens de tous horizons aux experts du médicament et d'analyser leurs réactions et leurs demandes pour faire avancer le système et éviter ce décalage ».

Un débat d'avenir

Les conférences citoyennes représentent une réelle modalité intéressante d'organisation du débat public. Les exemples scandinave et français le montrent, les conférences de citoyens devraient être amenées à se développer et à prendre une part croissante dans l'élaboration du débat public.

La « conférence de citoyens » a lieu le mardi 22 novembre 2005 en présence des 20 citoyens et d'experts :

Gilbert BARBIER (Sénateur, Président de la mission d'information sur l'évaluation des médicaments), Fabienne BARTOLI (Conseiller technique au cabinet du Ministre de la Santé), Yves BUR (Député, Président du groupe d'étude sur le médicament), Claude EVIN (Député, ancien Ministre, mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie), Claude HURIET (Président de l'Institut Curie), Grégory KATZ-BÉNICHOU (Professeur Essec « éthique et biotechnologies »), Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET (Députée), Christophe WEBER (Président Directeur général du laboratoire GlaxoSmithKline).

La première conférence de citoyens sur le thème de la santé en France :

« Face aux risques, quel avenir pour le médicament ? »

Les médicaments qui contribuent à l'augmentation continue de la durée de vie sont pourtant soumis à des critiques sévères et font l'objet d'inquiétude de la part de la population, plus ou moins largement relayée par les médias. Les accidents récents liés à des effets secondaires de médicaments amplifient les doutes sur l'efficacité de l'ensemble des systèmes de santé. L'industrie pharmaceutique se retrouve au cœur de nombreuses polémiques.

Dans ce contexte de remise en cause de l'industrie pharmaceutique, le laboratoire GlaxoSmithKline a décidé de ne pas ignorer ces critiques et de mener une réflexion sur l'avenir de la santé. Le laboratoire lance ainsi un débat public sur l'avenir du médicament en collaboration avec les responsables politiques, les élus, les administrations, les responsables d'associations, les experts et les citoyens. Ce débat s'appuie sur les contributions d'experts indépendants, retranscrites dans une lettre trimestrielle, la « Lettre Débat Avenir de la Santé », sur l'organisation de dîners-débats, tables rondes et colloques, ainsi que sur un blog : www.avenirdelasante.fr

Pour dépasser le strict cadre de réflexions entre professionnels de santé, le laboratoire GlaxoSmithKline est la première entreprise privée à organiser en partenariat avec l'IFOP une conférence de citoyens sur le thème « Face aux risques, quel avenir pour le médicament ? ».

20 citoyens représentatifs de la population française ont reçu une formation réalisée par des experts indépendants, puis ont confronté leur opinion à celle de spécialistes, d'élus et de professionnels de santé. Ils proposeront, le mardi 22 novembre lors de la conférence de citoyens, des « recommandations citoyennes » destinées à éclairer l'ensemble des décisionnaires.

Christophe Weber

Président Directeur général du laboratoire GlaxoSmithKline

« L'idée est de donner la parole aux citoyens français sur le domaine très compliqué du médicament, en général réservé aux experts, pour qu'ils expriment des propositions aux acteurs de santé.

La diversité des questions posées sur les sujets les plus importants a permis un débat de grande qualité sur les vraies questions du médicament. Les citoyens étaient naturels et pertinents. Le groupe s'est montré mature, s'intéressant avec un réel souci collectif aux questions du médicament pour faire avancer le système, reflétant bien l'esprit français. Ce type de conférence devrait se développer à l'avenir : impliquer la population plutôt que de laisser le débat au niveau des experts est un bon moyen d'organiser les grands débats de société. Le bon jugement des citoyens fait avancer l'opinion. »

La conférence de citoyens et ses recommandations ont pour objectifs de permettre de :



- clarifier les perceptions et attitudes du grand public sur le thème du médicament pour mieux comprendre ses attentes,
- enrichir le point de vue des pouvoirs publics, des relais associatifs, des experts et de l'industrie pharmaceutique pour proposer des réponses appropriées,
- connaître l'expression directe et argumentée d'une opinion publique,
- déterminer les points de consensus possibles parmi les problèmes complexes du débat sur les médicaments.

En étant à l'origine de ce type de débat sur la santé publique en France, le laboratoire GlaxoSmithKline souhaite marquer sa volonté de faire émerger les bonnes pratiques pour l'avenir de la santé en France et affirmer sa position d'entreprise citoyenne et responsable.

Une conférence de citoyens, pourquoi ?

Une cartographie des attentes et exigences des citoyens sur le médicament.



**Propos recueillis auprès de Nathalie Kosciusko-Morizet,
Députée de l'Essonne,
Présidente du groupe d'études «santé et environnement »**

Pourquoi le projet de conférence de citoyens vous a-t-il intéressé ?

Ce projet est intéressant car il arrive à un moment où la relation entre les Français, le médicament et les questions de santé est en train d'évoluer et on a une vision confuse de ce qu'elle va devenir.

J'attends de cette conférence qu'elle nous donne une cartographie plus précise des attentes et des exigences des citoyens sur le médicament. Elle est un exercice de vérité, de questionnement vrai, qui ne peut qu'intéresser les députés et les parlementaires. Dans la mesure où nous repensons et reconstruisons en ce moment notre système de santé, les choses pourraient aller assez vite entre ce qui ressortirait de la conférence de citoyens et d'éventuelles mesures à prendre qui s'imposeraient.

Comment est née l'idée de la conférence de citoyens ?

Lors d'une discussion entre l'IFOP, GSK et d'autres acteurs de la santé et de l'opinion, nous avons tous constaté que la relation entre les Français et leur système de santé était en pleine transformation. Nous nous sommes demandés quel instrument nous aiderait à scanner, à faire émerger une réalité, une vérité sur une question aussi complexe. C'est l'IFOP qui a lancé cette idée de conférence de citoyens déjà expérimentée dans les pays nordiques. Nous avons tous été intéressés par cette démarche et les résultats que nous pourrions obtenir à partir d'un travail utile et constructif.

Quelle originalité voyez-vous dans cette conférence de citoyens ?

Sur un sujet si complexe, la conférence de citoyens est le seul moyen de faire la part des choses et de sortir de la confusion personnelle dans laquelle on peut se trouver. On est souvent anxieux face au médicament, au mieux on se comporte en consommateur, au pire, on devient le miroir de ce qu'on entend ; on porte une opinion qu'on ne s'est pas faite soi-même et on prend position de façon souvent brutale et caricaturale sur des idées reçues.

La conférence de citoyens donne les moyens aux participants de se faire une véritable opinion personnelle. Elle nécessite de s'engager dans une procédure sérieuse de formation, de pédagogie et d'échanges pour se poser les bonnes questions et tenter d'obtenir de vraies réponses, au plus proche de la réalité.

La conférence de citoyens permet de passer par des phases successives jusqu'à arriver à cet état de citoyen qui permet de décider pour soi dans une société qui établit les règles et de dire aussi ce qu'on peut vouloir et conseiller pour cette société.

Cet exercice est intéressant pour les citoyens qui y participent, mais est très précieux pour nous à l'Assemblée ou pour l'exécutif, pour ceux qui au gouvernement ont à discuter de ces questions.

Qu'avez-vous envie de dire aux participants de cette conférence de citoyens ?

Je tiens à remercier les experts et les citoyens qui ont accepté de participer à cette expérience, qui ont donné beaucoup de leur temps, qui ont accepté de s'informer vraiment, de faire un réel travail sur eux-mêmes et de clarifier leurs idées pour nous permettre d'y voir plus clair sur ce qui est bon pour la France et ce qu'attendent les Français en matière d'évaluation du médicament.

Faire avancer notre système de santé



**Propos recueillis auprès de Véronique Delvolvé,
Coordinatrice du Débat Avenir de la santé,
Directrice des Affaires Publiques du laboratoire GlaxoSmithKline**

Pourquoi avoir organisé cette première conférence de citoyens sur l'évaluation du médicament ?

Nous sommes une industrie de santé et les questions de santé sont également des questions de société. Elles intéressent les institutionnels, les politiques, toutes les personnes qui gèrent directement le médicament, mais aussi les citoyens qui ont recours au médicament. Pour GSK, l'enjeu de cette conférence de citoyens est de participer au débat de société autour du médicament.

Qu'en attendez-vous ?

L'industrie et les autorités de santé sont confrontées à une certaine crise autour du médicament, essentiellement due à une méconnaissance sur ce sujet pourtant très médiatisé, et c'est là tout le paradoxe. Notre système d'évaluation du médicament compliqué entraîne le secret, la complexité et finalement une certaine suspicion de la part de la société.

Nous étions curieux de savoir ce que les citoyens connaissent exactement du médicament. Si nous leur expliquons comment il fonctionne, ils seront capables de comprendre, de nous dire ce qu'ils attendent de notre industrie et de pointer le doigt vers ce qu'ils aimeraient voir améliorer.

Vous avez décidé de mener une démarche osée, d'où vous est venue l'idée ?

Il existe un grand décalage entre le consensus global qui règne entre les experts et les spécialistes de l'évaluation du médicament et le ressenti de la société, des citoyens qui ne comprennent pas comment les politiques et les autorités sanitaires gèrent le médicament.

L'idée de la conférence de citoyens est de confronter des citoyens de tous horizons aux experts du médicament et d'analyser leurs réactions et leurs demandes pour faire avancer le système et éviter ce décalage. L'objectif est que les citoyens comprennent les enjeux du médicament, les étapes de son évaluation, se rendent compte de la complexité du système et acceptent la prise de risque avec sans doute une plus grande participation et une plus grande transparence.

Vous vous attaquez à un nouveau territoire de communication innovant, quelle est la perception au sein de votre groupe ?

Un groupe industriel comme GSK prend des risques chaque jour, cela fait partie de notre métier. Lancer un médicament est une prise de risque. Innover fait partie de notre culture d'entreprise. En organisant cette conférence, nous bénéficions de l'effet de surprise. Nous prenons un risque, mais nous sommes optimistes et confiants dans notre industrie, dans les autorités sanitaires qui font leur travail de façon extrêmement sérieuse et dans le bon sens des citoyens pour améliorer notre système d'évaluation du médicament. Les citoyens ont beaucoup de choses à nous dire et nous les en remercions. Nous attendons énormément d'eux.

Une conférence de citoyens, en pratique

Un débat entre experts, décideurs et « citoyens profanes » Une plate forme de recommandations pour le médicament.

Propos recueillis auprès de :



Frédéric Dabi
Directeur du
Département d'opinion
publique de l'Ifop

Qu'est ce qu'une conférence de citoyens ?

Une conférence de citoyens, c'est un échange, un débat inédit entre experts, décideurs et « citoyens profanes ». C'est un processus d'élaboration de l'opinion publique qui vient d'Europe du Nord et qui a été importé pour la première fois en France en 1998 sur le thème des OGM.

L'idée est de permettre au grand public de s'exprimer sur un sujet qu'il ne connaît pas, ou très mal, et sur lequel il peut avoir des a priori et des idées préconçues. Nous le faisons passer du statut de « citoyen profane » à celui d'expert, ce qui lui permet ensuite de confronter ses avis à ceux des décideurs, de débattre avec eux, puis avec l'expérience acquise, de rédiger une charte de recommandations permettant de dégager des réflexions ou recommandations opérationnelles et consensuelles.

Les « conférences de citoyens » sont apparues au Danemark, pays coutumier comme ses voisins scandinaves d'un type de démocratie participative. Elles se sont ensuite développées dans différents pays d'Europe du Nord (Pays Bas, Angleterre et Allemagne) et ont fait leur apparition en France en 1998. Plusieurs conférences de citoyens ont déjà eu lieu dans notre pays, notamment sur les thèmes des OGM (Assemblée Nationale, 1998), des changements climatiques (Cité des Sciences, 2002) et du devenir des boues d'épuration (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 2003).

Comment se déroule une conférence de citoyens ?

Les conférences de citoyens se déroulent généralement toutes de façon similaire. La conférence mise en place par le laboratoire GlaxoSmithKline avec l'Ifop suit ce même canevas :

- recrutement selon des critères stricts de neutralité d'un panel de 20 citoyens reflétant la diversité de la population française,
- formation préparatoire du panel de citoyens pendant 2 week-ends (22 octobre et 5 novembre),
- débat au cours duquel le panel pose des questions à des personnalités et des experts et rédaction d'une charte de recommandations lors d'un week-end (19 novembre),
- présentation des recommandations lors d'une séance plénière (22 novembre) en présence d'élus, d'experts, de responsables d'associations de malades, de professionnels de santé et de journalistes.

L'originalité par rapport à un sondage d'opinion classique réside dans le fait que les panélistes sont formés sur le sujet, impliqués et sont capables d'exprimer une opinion raisonnée et formée.

Quels sont les critères de recrutement ?

Les conditions d'organisation du débat nous obligent à nous limiter à 20 citoyens. Le processus de recrutement est long et difficile. Il s'effectue en deux temps :

- un pré-recrutement est réalisé en face à face sur l'ensemble du territoire français par des enquêteurs de l'Ifop qui abordent les gens en fonction des critères établis et leur proposent de participer à la conférence en leur expliquant les modalités,
- les pré-qualifiés sont ensuite soumis à un entretien téléphonique long et fouillé qui permet de tester leur motivation, leur implication et ainsi d'extraire les 20 citoyens qui vont participer à la conférence.

L'objectif n'est pas d'être représentatif de la population française, c'est impossible compte tenu de la taille du panel. Il s'agit en fait de composer une sorte de « petite France » en modèle réduit composée de 20 citoyens reflétant la diversité de la population qui vont pouvoir interpeller et être forces de proposition sur un sujet complexe, à la fois technique, éthique et scientifique. Nous nous assurons de leur neutralité. Les critères retenus sont : le sexe, l'âge, la profession, la région et la proximité politique.

Comment se passe la formation des citoyens ?



Damien Philippot
Chargé d'études du
Département
d'opinion publique de
l'Ifop

L'idée est de donner des connaissances, d'expliquer le médicament à travers des exposés d'hommes politiques, d'experts en santé publique, de représentants d'associations, de journalistes, voire de philosophes, de former ce panel de néophytes en le mettant à niveau, en lui donnant les tenants et les aboutissants de l'ensemble de la problématique.

Au fur et à mesure de la formation, les citoyens confrontent leurs points de vue, se forment une opinion personnelle et collective et deviennent experts eux-mêmes. Après un ultime débat avec les experts, ils seront en mesure de produire et de présenter le mardi 22 novembre prochain une charte avec un avis, des conseils et des attentes sur la question de l'évaluation du médicament.

Comment garantir la neutralité de la conférence de citoyens ?

Pour garantir la qualité et la transparence des débats, conditions indispensables à la libre expression des citoyens, des principes essentiels de neutralité et d'exhaustivité sont respectés et assurés par l'Ifop.

Le choix des experts et des formateurs est validé par l'Ifop dans le respect et la diversité des sujets et des métiers concernés par le domaine de la santé : médecins, juristes, chercheurs, philosophes, journalistes, politiques, responsables d'associations, fonctionnaires.

Le rôle de l'Ifop est également de veiller à la neutralité du processus des formations pour que la réflexion du groupe ne soit pas biaisée : nous assistons à toutes les formations, nous veillons à ce que toutes les demandes des citoyens soient entendues et à la libre expression des citoyens pendant les formations qui ont lieu à huit clos : seuls sont présents les panélistes, les experts et l'Ifop. Notre mission est de retranscrire fidèlement l'opinion des citoyens et de nous attacher à ce qu'ils s'expriment librement et sans entrave.

Comment réagissez-vous à la participation des citoyens ?

Le panel recruté reflétait bien la diversité des profils et du rapport à la santé et au médicament, ce qui a permis une bonne cohérence interne et une excellente dynamique de groupe.

Les formations ont été bien reçues par les panélistes, elles ont reflété la diversité des points de vue sur le médicament.

Les citoyens se sont montrés motivés, voire passionnés, très impliqués, aptes au débat, ils ont largement participé à la discussion, ce qui devrait donner des résultats intéressants.

Les conférences de citoyens ont-elles un avenir en France ?

C'est une modalité intéressante d'organisation du débat public dans la mesure où ces conférences permettent de réintégrer les citoyens dans des processus d'évaluation et de prise de décision complexe jusqu'alors réservés aux publics experts. L'exemple scandinave et français le montre, les conférences de citoyens devraient être amenées à se développer et à prendre une part croissante dans l'élaboration du débat public.

Les formations ont été animées, sous le contrôle de l'IFOP, par un expert spécialiste de la dynamique de groupe et par un journaliste spécialisé dans le domaine de la santé. Les séances de formation ont été assurées par des experts de la santé et du médicament choisis pour leur indépendance, leurs connaissances et leur autorité sur un sujet particulier. Les thèmes abordés pendant la séance de formation étaient organisés selon trois axes :

- le médicament : questions techniques et éthiques,
- contrôle et évaluation du médicament,
- l'information et la communication autour du médicament.

« Conférence de citoyens »

Paroles de citoyens



Agnès, 47 ans, séparée, sans enfant, formatrice, Hérault

« Je suis venue par curiosité intellectuelle. Participer à une conférence de citoyens et figurer parmi les précurseurs, cela m'a intéressé. J'ai été frappée par la pluralité des interventions et par la difficulté du sujet, la notion de bénéfique/risque dont personne n'a conscience. J'ai l'impression d'avoir beaucoup appris ».



Awa, 23 ans, célibataire, étudiante en gestion, Marne

« La santé concerne tout le monde. Je suis heureuse d'avoir été retenue et de pouvoir donner mon point de vue de citoyenne sur le médicament. Je me suis rendue compte que le médicament, ce n'était pas seulement des enjeux financiers comme on le lit dans les médias, mais que la priorité était de sauver des vies. J'ai compris que le médicament était un produit actif et qu'on doit être conscient que le risque zéro n'existe pas, qu'il est préférable de respecter la prescription de son médecin, mais aussi que le médicament est vital et permet de prolonger l'espérance de vie ».



Jean-Claude, 60 ans, marié, 2 enfants, artisan, Loire

« Approché par l'IFOP, j'ai accepté de participer à cette conférence par intérêt et curiosité. Je ne connais rien au domaine de la santé et suis venu sans a priori. J'ai apprécié les intervenants de grande qualité. Ce qui m'a le plus marqué est la durée entre la conception et la mise sur le marché d'un nouveau médicament, et le rapport entre la durée et son coût. Egalement, la notion de bénéfique/risque me semble être le sujet le plus délicat, c'est un domaine extrêmement complexe où interviennent de nombreux paramètres ».



Josiane, 56 ans, mariée, 3 enfants, secrétaire de direction, Hérault

« Je n'avais pas de motivation particulière si ce n'est la curiosité d'une conférence de citoyens sur le médicament. J'ai eu envie de voir. J'ai été impressionnée par la qualité des intervenants qui nous ont expliqué, à nous néophytes, avec des mots simples et en toute transparence la gestion du risque. Ce qui est rassurant c'est qu'au niveau des laboratoires, des médecins et de l'état, tout le monde est attentif au ratio bénéfique/risque. C'est très enrichissant ».

Le panel de citoyens

Awa, 23 ans, célibataire, étudiante, Marne - **Françoise**, 50 ans, mariée, 3 enfants, réceptionniste, Haute-Marne- **Fabien**, 42 ans, en concubinage, chef de projet, Bas-Rhin - **François**, 35 ans, divorcé, 1 enfant, chef d'entreprise, Territoire de Belfort - **Agnès**, 47 ans, séparée, sans enfant, formatrice, Hérault - **Josiane**, 56 ans, mariée, 3 enfants, secrétaire de direction, Hérault - **Jean-Claude**, 60 ans, marié, 2 enfants, artisan, Loire - **Suzanne**, 62 ans, mariée, sans enfant, retraitée, Loire - **Anthony**, 26 ans, célibataire, électricien, Pas-de-Calais - **Rabah**, 45 ans, célibataire, sans emploi, Nord - **Nathalie**, 29 ans, célibataire, caviste, Vaucluse - **Juliette**, 69 ans, mariée, 3 enfants, retraitée, Corrèze - **Jean-Claude**, 32 ans, en concubinage, 1 enfant, fonctionnaire territorial, Ile-de-France - **Jean-Claude**, 63 ans, marié, 1 enfant, retraité, Ile-de-France - **Marie**, 51 ans, mariée, 3 enfants, cadre, Ile-de-France - **Christian**, 46 ans, divorcé, 3 enfants, fonctionnaire, Ille-et-Vilaine - **Régis**, 31 ans, marié, 3 enfants, chef d'entreprise, Calvados - **Annie**, 65 ans, en concubinage, 3 enfants, retraitée, Gironde - **Gilberte**, 57 ans, divorcée, 5 enfants, sans emploi, Gers - **Olivier**, 31 ans, célibataire, technicien conseil environnement et aménagement, Indre-et-Loire.

«Conférence de citoyens »

Paroles d'experts

Lucien Abenhaïm, ancien Directeur Général de la Santé



« J'ai accepté de participer à cette conférence de citoyens car j'ai toujours considéré que les relations avec les patients, les associations de malades, les citoyens, étaient un gage de meilleure décision dans l'ensemble du processus de gestion des médicaments, en particulier dans la gestion des risques, » confie le Professeur Lucien Abenhaïm, ancien Directeur Général de la Santé. « J'ai été très impressionné par la qualité du débat stimulant et significatif sur les questions abordées par les citoyens. »

Philippe Duneton, Ancien directeur de l'AFSSAPS



« J'ai trouvé important que les questions très complexes liés au médicament soient abordées par les citoyens. Je les ai trouvés très attentifs, intéressés par la démarche, motivés et étonnants dans la précision des questions posées. Ce qui m'a frappé dans le panel de citoyens est leur capacité à prendre connaissance de questions complexes et à poser les bonnes questions. »

Jacques-Antoine Robert, Avocat spécialisé en droit de la santé



« Ce qui m'a plu c'est l'exercice très atypique de confronter l'organisation juridique des systèmes de santé français à la perception que des citoyens peuvent en avoir. C'est la première fois que j'ai l'occasion de confronter cette organisation avec des personnes différentes qui ont des avis très partagés et qui ont parfois une vision politique des choses. Il faut essayer de voir comment la règle juridique peut satisfaire tout le monde ».

Christine Rolland, Directrice de l'association Asthme et Allergies



« J'ai accepté d'intervenir lors de cette formation parce que j'ai trouvé la démarche originale. Cela m'a donné l'occasion de présenter les objectifs et les actions menées par une association et d'échanger avec des citoyens non impliqués dans la maladie. De nombreuses questions m'ont été posées, notamment concernant les relations entre industriels et associations avec la reprise d'un discours officiel un peu exagéré ».

Formateurs

- Lucien ABENHAÏM, ancien Directeur Général de la Santé
- Jacques BONS, Directeur médical du laboratoire GlaxoSmithKline
- Philippe DARANTIÈRE, Expert en intelligence économique
- Véronique DELVOLVÉ, Coordinatrice du Débat Avenir de la santé, Directrice des Affaires Publiques du laboratoire GlaxoSmithKline
- Philippe DUNETON, ancien Directeur de l'AFSSAPS, Ministère de la Santé
- Catherine FAUVET, Conseiller, Responsable du groupe d'études médicaments, Assemblée Nationale
- Grégory KATZ-BÉNICHOU, Professeur Essec « éthique et biotechnologies »
- Joël MÉNARD, Professeur en santé publique à la faculté de médecine Broussais-Hôtel Dieu
- Jacques-Antoine ROBERT, Avocat
- Christine ROLLAND, Directrice de l'association « Asthme et Allergies »

Experts du débat samedi 19 novembre

- Lucien ABENHAÏM, ancien Directeur Général de la Santé
- Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Députée
- Georges LANE, Professeur à Dauphine
- Christine ROLLAND, Directrice de l'association « Asthme et Allergies »
- Christophe WEBER, Président Directeur général du laboratoire GlaxoSmithKline
- Philippe DUNETON, ancien Directeur de l'AFSSAPS, Ministère de la Santé

Experts de la conférence de citoyens du 22 novembre

- Gilbert BARBIER, Sénateur, président de la mission d'information sur l'évaluation des médicaments
- Fabienne BARTOLI, Conseiller technique au cabinet du Ministre de la santé
- Yves BUR, Député, Président du groupe d'étude sur le médicament
- Claude EVIN, Député, ancien Ministre, mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie
- Claude HURIET, Président de l'Institut Curie
- Grégory KATZ-BÉNICHOU, Professeur Essec « éthique et biotechnologies »
- Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Députée
- Christophe WEBER, Président Directeur général du laboratoire GlaxoSmithKline